COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 8 DECEMBRE 2017

Le huit décembre deux mille dix-sept, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Commune de ROEULX s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Charles LEMOINE, Maire, à la suite de la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie, conformément à la loi.

Présents : MM. LEMOINE Charles - ANTIDORMI Antonio - Mme ZAWIEJA Isabelle - MM. VERRIEZ Francis - DENTZ Dominique - VANGHELLE Gérard - Mme CONSILLE Alfréda - M. SIMON Jean - Mme DOUCEMENT Jeannette - MM. DUPONT Gérard - RIBAU COURT Michel - Mmes GISMONDI Edda - ALLAMANDO Claudine - GUISGAND Patricia - MM. LEGRAND Claude Hervé - LEFEBVRE Thierry - Mme VILAIN Myriam - M. LANCELLE Jérôme - Mmes VANGHELLE Sandrine - BLEUSEZ Véronique - M. GEENENS Max

Excusés :

M. STIEN Patrick	(procuration à M. LEMOINE)
Mme PETIT Martine	(procuration à Mme DOUCEMENT)
Mme LELEU Séverine	(procuration à Mme ZAWIEJA)
Mme FAZIO Gaëtane	(procuration à M. RIBAU COURT)
M. PAILLAT David	(procuration à M. VANGHELLE)

Absente : Mme COASNE Danièle

ORDRE DU JOUR

1) Compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du 1^{er} septembre 2017.

Il est approuvé dans son intégralité

2) Relèvement des tarifs au 1^{er} janvier 2018.

Délibération
n° 43/2017

- Droits de photocopies

Vu la délibération en date du 2 décembre 2016 relative aux droits de photocopies de documents,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE de fixer comme suit les tarifs à compter du 1^{er} Janvier 2018 :

- Format 21 x 29,7 = 0,15 € pour les photocopies en noir et blanc
- Format 42 x 29,7 = 0,30 € pour les photocopies en noir et blanc
- Format 21 x 29,7 = 0,50 € pour les photocopies en couleurs
- Format 42 x 29,7 = 1,00 € pour les photocopies en couleurs

En ce qui concerne les chômeurs en fin de droit, les photocopies en noir et blanc nécessaires à la recherche d'un emploi seront gratuites.

Délibération
n° 44/2017

- Location du mobilier communal

Vu la délibération en date du 2 décembre 2016 relative au tarif de location du mobilier communal.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE de fixer comme suit les tarifs à compter du 1^{er} Janvier 2018 :

- 1,95 € par table
- 0,70 € par chaise

Cette location est consentie pour une durée de 3 jours. Il sera facturé par jour supplémentaire une somme de 0,80 € pour les tables et 0,30 € pour les chaises.

En cas de dégradation du mobilier, le locataire prendra à sa charge les réparations.

Lors de manifestations dans la Salle des Fêtes, les tables et chaises ne seront mises à disposition des particuliers que dans la mesure des disponibilités.

Délibération - Droits de place

n° 45/2017

Vu la délibération en date du 2 décembre 2016 fixant le tarif des droits de place sur les foires et marchés,

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE de fixer comme suit les taxes à compter du 1^{er} Janvier 2018 :

- 0,20 € le mètre linéaire occupé par les installations aux marchés d'approvisionnement.
- 0,15 € le mètre carré durant les foires pour les installations stationnant jusqu'au mercredi.
A partir du jeudi, il sera perçu un nouveau droit de place dans les mêmes conditions.
- 0.15 € le mètre carré pour les cirques et diverses installations (jeux gonflables, etc. ...) pour une durée forfaitaire d'occupation de 72 h, passé ce délai un nouveau forfait sera appliqué.
- 100,00 € par an pour les commerces non sédentaires occupant le domaine public (ex : friteries ...).

- Location de la salle des Fêtes

Délibération

n° 46/2017

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Fixe comme suit les tarifs de location de la salle des Fêtes à compter du 1^{er} janvier 2018 :

- Pour les familles domiciliées à Roeux, les sociétés locales :
 - 290 € pour un week-end, salle non chauffée
 - 335 € pour un week-end, salle chauffée
- Pour les particuliers n'habitant pas Roeux ou les sociétés n'ayant pas leur siège social dans la commune :
 - 530 € pour un week-end, salle chauffée ou non.

Dit :

- Ces tarifs comprennent la location de la vaisselle et des verres
- La facturation de la casse, vaisselle et verres, sera effectuée au prix coûtant.
- Ces tarifs prennent en compte le lavage de la salle. Celle-ci devra être débarrassée et balayée avant la remise des clefs.

Précise que la salle des Fêtes sera mise gratuitement à disposition de chaque association locale un seul week-end dans l'année. Cette mise à disposition gratuite ne fera pas l'objet de versement d'acompte.

Quant aux manifestations soutenues ou co-organisées par la Municipalité, elles pourront se dérouler gratuitement.

Modalités de paiement de la location et versement d'une caution pour les locations accordées.

Acompte : Pour les locations consenties, le locataire sera débiteur, au moment de la réservation, d'un acompte correspondant à 30% du prix de location en vigueur à la date de réservation, arrondi à l'euro supérieur. Le paiement de cet acompte se fera auprès du comptable de la trésorerie dès réception de l'avis des sommes à payer.

En cas de désistement, le demandeur est tenu d'informer la Mairie par écrit. L'acompte pourra alors être restitué, sur présentation de justificatifs, en cas de force majeure comme par exemple :

- Décès de l'un des demandeurs ou d'un parent proche (fournir acte de décès + pièce justifiant le lien de parenté).
- Maladie grave (fournir un certificat médical).
- Hospitalisation (fournir un certificat d'hospitalisation).

- Divers cas soumis à l'approbation du conseil municipal.

Dans le cas contraire, la ville conservera l'acompte versé.

Caution : Une caution de 150 € sera versée (sauf associations locales), par chèque établi à l'ordre du Trésor Public, au moment de la remise des clés et restituée dans un délai de 8 jours après l'état des lieux. La caution ne sera pas ou ne sera que partiellement restituée en cas d'utilisation non conforme au contrat :

- En cas de dégradations même involontaires de matériel ou des locaux ;
- En cas de perte de clés nécessitant leur remplacement voire le remplacement des serrures ;
- À défaut d'un nettoyage effectif : la salle devra être rendue débarrassée et simplement balayée. La vaisselle et le matériel seront laissés en état de propreté absolue.

Si le montant de la caution ne couvre pas les frais ainsi générés, le surplus des réparations sera recouvré amiablement ou à défaut par état exécutoire, sur ordre du Maire, auprès du réservataire.

La facturation de la casse de la vaisselle sera effectuée au prix coûtant (Hors caution)

Versement du solde : Le solde de la location sera réglé au tarif en vigueur à la date de location auprès du comptable du Trésor dès réception de l'avis des sommes à payer.

Contrat d'assurance : A la remise des clefs, le locataire devra fournir une copie de son contrat ou une attestation d'assurance précisant qu'il est couvert pour les dégâts pouvant survenir lors de cette location.

- Location de la salle Louis Aragon

Délibération
n° 47/2017

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Fixe comme suit les tarifs de location de la salle Louis Aragon à compter du 1^{er} janvier 2018 :

Salles 1 et 2 :

- Pour les familles domiciliées à Roeux, les sociétés locales,
 - 230 € pour un week-end, salle non chauffée
 - 265 € pour un week-end, salle chauffée.
- Pour les particuliers n'habitant pas Roeux ou les sociétés n'ayant pas leur siège social dans la commune,
 - 490 € pour un week-end, salle chauffée ou non.

Dit : - ces tarifs comprennent la location de la vaisselle et des verres

- La facturation de la casse, vaisselle et verres, sera effectuée au prix coûtant.

- Ces tarifs prennent en compte le lavage de la salle. Celle-ci devra être débarrassée et balayée avant la remise des clefs.

Salle 3 : 110 € (chauffée ou non, lavage compris) pour la tenue de courtes réceptions familiales : 4 heures d'utilisation maximum - sans vaisselle - occupation terminée impérativement avant 20H.

Précise que la salle Aragon sera mise gratuitement à disposition de chaque association locale un seul week-end dans l'année. Cette mise à disposition gratuite ne fera pas l'objet de versement d'acompte

Quant aux manifestations soutenues ou co-organisées par la Municipalité, elles pourront se dérouler gratuitement.

Modalités de paiement de la location et versement d'une caution pour les locations accordées

Acompte : Pour les locations consenties, le locataire sera débiteur, au moment de la réservation, d'un acompte correspondant à 30% du prix de location en vigueur à la date de réservation, arrondi à l'euro supérieur. Le paiement de cet acompte se fera auprès du comptable de la trésorerie dès réception de l'avis des sommes à payer.

En cas de désistement, le demandeur est tenu d'informer la Mairie par écrit. L'acompte pourra alors être restitué, sur présentation de justificatifs, en cas de force majeure comme par exemple :

- Décès de l'un des demandeurs ou d'un parent proche (fournir acte de décès + pièce justifiant le lien de parenté).

- Maladie grave (fournir un certificat médical).
- Hospitalisation (fournir un certificat d'hospitalisation).
- Divers cas soumis à l'approbation du conseil municipal.

Dans le cas contraire, la ville conservera l'acompte versé.

Caution : Une caution de 150 € sera versée (sauf associations locales), par chèque établi à l'ordre du Trésor Public, au moment de la remise des clés et restituée dans un délai de 8 jours après l'état des lieux. La caution ne sera pas ou ne sera que partiellement restituée, en cas d'utilisation non conforme au contrat :

- En cas de dégradations même involontaires de matériel ou des locaux ;
- En cas de perte de clés nécessitant leur remplacement voire le remplacement des serrures ;
- À défaut d'un nettoyage effectif : la salle devra être rendue débarrassée et simplement balayée. La vaisselle et le matériel seront laissés en état de propreté absolue.

Si le montant de la caution ne couvre pas les frais ainsi générés, le surplus des réparations sera recouvré amiablement ou à défaut par état exécutoire, sur ordre du Maire, auprès du réservataire.

La facturation de la casse de la vaisselle sera effectuée au prix coûtant (Hors caution)

Versement du solde : Le solde de la location sera réglé au tarif en vigueur à la date de location auprès du comptable du Trésor dès réception de l'avis des sommes à payer.

Contrat d'assurance : A la remise des clefs, le locataire devra fournir une copie de son contrat ou une attestation d'assurance précisant qu'il est couvert pour les dégâts pouvant survenir lors de cette location.

Délibération - Concessions au cimetière

n° 48/2017

Monsieur le Maire informe l'assemblée que le tarif des concessions au cimetière a été fixé par délibération du Conseil Municipal en date du 2 décembre 2016.

Vu l'arrêté municipal du 12 Décembre 1952, visé par Monsieur le Préfet du Nord le 22 Décembre 1952,

Vu l'arrêté municipal du 19 Juin 1953, visé par Monsieur le Préfet du Nord le 29 Juin 1953,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE de fixer comme suit à compter du 1^{er} Janvier 2018 les prix des concessions de terrain au cimetière communal :

- Concessions cinquantenaires : 23,28 € le m²
- Concessions trentenaires : 13,24 € le m²
- Concessions à 15 ans : 8,52 € le m²

Délibération - Concessions de cases au columbarium

n° 49/2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée sa délibération du 2 décembre 2016 fixant le tarif d'une concession trentenaire pour une case de columbarium.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE de fixer à compter du 1^{er} Janvier 2018 à :

- 949,04 € le tarif en primo accession pour une concession de 30 ans d'une case au columbarium communal.
- 195,60 € le tarif pour le renouvellement d'une concession trentenaire (30 ans).

Délibération - Concessions de cavurnes au columbarium

n° 50/2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée sa délibération du 2 décembre 2016 fixant le tarif d'une concession trentenaire pour un cavurne au columbarium.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE de fixer à compter du 1^{er} Janvier 2018 à :

- 1.352,52 € le tarif de la primo accession pour une concession de 30 ans d'un cavurne au cimetière communal.
- 195,60 € le tarif pour le renouvellement d'une concession trentenaire (30 ans).

Délibération - Caveau communal d'attente

n° 51/2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée sa délibération du 2 décembre 2016 fixant les tarifs d'utilisation du caveau d'attente communal.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE de fixer les droits à compter du 1^{er} Janvier 2018 comme suit :

- 13 € pour une période inférieure à 30 jours
- 0,50 € par jour supplémentaire

Avec exemption des droits en cas d'impossibilité d'inhumation pour cas de force majeure.

- Location d'un immeuble 65, rue Jean Jaurès

Délibération

n° 52/2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée sa délibération du 26 septembre 1997 par laquelle la location du logement de fonction de l'école "Curie", sis 65 rue Jean Jaurès à Roeux, fut consentie à Monsieur et Madame FREUZE.

Considérant le décret n° 92-617 du 30 Juin 1992,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

FIXE le loyer mensuel à trois cent quarante-cinq euros (345,00 €) à compter du 1^{er} Janvier 2018, il sera mis en recouvrement chaque mois.

Cette recette sera affectée à l'article 752 du budget de l'exercice en cours.

- Location d'un immeuble 125, rue Jean Jaurès

Délibération

n° 53/2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée sa délibération du 2 mars 2012 par laquelle fut consentie à Mme Loïs TRIGILIO la location du logement de fonction de l'école Pasteur, sis 125 rue Jean Jaurès à Roeux.

Considérant le décret n° 92-617 du 30 Juin 1992,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

FIXE le loyer mensuel à quatre cent quatre-vingt-seize euros quatre centimes (496,04 €) à compter du 1^{er} Janvier 2018, il sera mis en recouvrement chaque mois.

Cette recette sera affectée à l'article 752 du budget de l'exercice en cours.

- Location d'un immeuble 14, rue Condorcet

Délibération

n° 54/2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée sa délibération n°36/2017 du 30 juin 2017 par laquelle fut consentie la location du logement sis 14 rue Condorcet à Roeux à Mr et Mme RIBAUCOURT Grégory à compter du 1^{er} septembre 2017.

Considérant le décret n° 92-617 du 30 Juin 1992,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

FIXE le loyer mensuel à six cent cinquante euros (650,00 €) à compter du 1^{er} Janvier 2018, il sera mis en recouvrement chaque mois.

Cette recette sera affectée à l'article 752 du budget de l'exercice en cours.

- Restauration scolaire

Délibération

n° 55/2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée les délibérations du Conseil Municipal en date du 15 Juin 1988, du 26 Mars 1993 et du 2 décembre 2016 fixant les tarifs de la restauration scolaire.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE de fixer à compter du 1^{er} janvier 2018 les taux et conditions fixés par les délibérations suscitées, à savoir :

➤ Pour les familles domiciliées à ROEULX, dont la moyenne économique journalière par personne est inférieure ou égale à 8 €, le tarif du repas est fixé à 1,90 € (tickets roses) pour l'enfant qui fréquente soit l'école maternelle soit l'école primaire.

-
- Pour les familles domiciliées à ROEULX, dont la moyenne économique journalière par personne est supérieure à 8 €
 - 3,20 € (tickets verts) pour les primaires
 - 2,85 € (tickets bleus) pour les maternelles
 - Tarif dégressif pour les familles roeulxaises ayant plusieurs enfants prenant leur repas à la cantine
 - soit 3,20 € (tickets verts) pour le premier enfant en primaire
 - ou 2,85 € (tickets bleus) pour le premier enfant en maternelle
 - soit 2,85 € (tickets bleus) pour le deuxième enfant en primaire ou 2,50 € (tickets rouges) pour le deuxième enfant en maternelle
 - 2,30 € (tickets oranges) pour le troisième enfant
 - Pour les enfants domiciliés dans les communes extérieures
 - 3,55 € (tickets blancs) pour les primaires
 - 3,20 € (tickets verts) pour les maternelles
 - Enseignants : 3,90 € (tickets jaunes)

Délibération - Garderie périscolaire

n° 56/2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée les délibérations du Conseil Municipal des 22 août 2014 et 2 décembre 2016, fixant les modalités et tarifs de la garderie périscolaire.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE de fixer à compter du 1^{er} janvier 2018 le tarif horaire de la garderie périscolaire à deux euros cinquante centimes (2,50 €).

- Temps d'Activités Périscolaires

Délibération

n° 57/2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée la délibération du Conseil Municipal du 2 décembre 2016 fixant les tarifs des Temps d'Activités Périscolaires.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Décide de fixer à compter du 1^{er} janvier 2018 la participation à un euro (1,00 €) par enfant pour deux heures d'activités périscolaires organisées chaque vendredi de 14h à 16h.

3) Accueils de Loisirs Sans Hébergement – Vacances scolaires d'hiver, de printemps et d'été 2018.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

Pour les vacances d'hiver 2018 :

Délibération

n° 58/2017

D'ouvrir un accueil de loisirs sans hébergement sans repas qui se déroulera du lundi 26 février au vendredi 9 mars 2018 inclus, à la Cense aux Mômes,

Les enfants de 3 à 14 ans seront accueillis du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

I- Les droits d'inscriptions

Les droits d'inscriptions sont déterminés en fonction des revenus et du nombre d'enfants :

1°) Plafonds annuels des ressources :

Les revenus pris en considération sont ceux de l'année 2016, ligne « revenu imposable ».

L'avis d'imposition ou de non-imposition sur les revenus 2016 est à produire obligatoirement, à défaut, le tarif C sera appliqué.

Nombre d'enfants du même foyer	Revenus ouvrant droit au tarif du barème A	Revenus ouvrant droit au tarif du barème B	Revenus imposant le barème C
1	8 723 €	11 776 €	Revenus supérieurs à ceux du barème B
2 et plus	13 085 €	17 664 €	

2°) Tarifs différenciés des droits d'inscription

a) Tarifs par enfant et par semaine pour l'accueil de loisirs :

	A	B	C
1 enfant	19 €	21 €	23 €
2 enfants et plus	17 €	19 €	21 €

b°) Les trois tarifs sont applicables aux enfants :

- ✓ Scolarisés à Roeux et/ou domiciliés dans cette même commune
- ✓ Extérieurs à la commune de Roeux, mais dont les parents qui en ont la garde légale pendant les vacances scolaires considérées sont domiciliés à Roeux.
- ✓ Dans tous les autres cas, le tarif est porté à 44 €

Le remboursement d'une semaine entière payée à l'avance ne se fera que sur présentation d'un certificat médical.

II- L'encadrement

L'accueil de loisirs sera encadré par : 1 équipe de direction (1 directeur (trice) + 1 directeur (trice) adjoint(e)) et 1 équipe d'animation.

La rémunération du personnel d'encadrement et d'animation de l'accueil de loisirs sera calculée par référence à un indice de la fonction publique territoriale et payée sur une base forfaitaire journalière déterminée par le rapport suivant :

$$\frac{\text{Indice brut mensuel} + \text{Indemnité de résidence mensuelle}}{30}$$

L'indice brut de référence est défini en fonction des sujétions particulières de service, conformément à l'avis émis par la Commission intéressée, à savoir :

FONCTION	INDICE BRUT DE REFERENCE
Directeur (trice)	444
Directeur (trice) Adjoint(e)	378
Animateur diplômé	348
Aide animateur	340

Afin de tenir compte de la préparation et du rangement du matériel, le personnel d'encadrement et d'animation percevra en supplément des jours d'ouverture de l'accueil

- Directeur (trice) : 2 jours 1/2 supplémentaires
- Directeur (trice) Adjoint(e) : 2 jours 1/2 supplémentaires
- Animateurs : 1 jour supplémentaire
- Aide-animateurs : 1 jour supplémentaire

Le Conseil Municipal,

Donne un avis favorable au fonctionnement de l'accueil de loisirs dans les conditions indiquées ci-dessus,

Autorise Monsieur le Maire à signer les pièces du dossier nécessaires au bon fonctionnement de l'opération.

Sollicite l'octroi des subventions afférentes à cette réalisation.

Pour les vacances de printemps 2018 :

Délibération n° 59/2017 D'ouvrir un accueil de loisirs sans hébergement sans repas qui se déroulera du lundi 23 avril au vendredi 4 mai 2018 inclus, à la Cense aux Mômes.

Les enfants de 3 à 14 ans seront accueillis du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

I- Les droits d'inscriptions

Les droits d'inscriptions sont déterminés en fonction des revenus et du nombre d'enfants :

1°) Plafonds annuels des ressources :

Les revenus pris en considération sont ceux de l'année 2016, ligne « revenu imposable ».

L'avis d'imposition ou de non-imposition sur les revenus 2016 est à produire obligatoirement, à défaut, le tarif C sera appliqué.

Nombre d'enfants du même foyer	Revenus ouvrant droit au tarif du barème A	Revenus ouvrant droit au tarif du barème B	Revenus imposant le barème C
1	8 723 €	11 776 €	Revenus supérieurs à ceux du barème B
2 et plus	13 085 €	17 664 €	

2°) Tarifs différenciés des droits d'inscription

a) Tarifs par enfant et par semaine pour l'accueil de loisirs :

	A	B	C
1 enfant	19 €	21 €	23 €
2 enfants et plus	17 €	19 €	21 €

b°) Les trois tarifs sont applicables aux enfants :

- ✓ Scolarisés à Roeux et/ou domiciliés dans cette même commune
- ✓ Extérieurs à la commune de Roeux, mais dont les parents qui en ont la garde légale pendant les vacances scolaires considérées sont domiciliés à Roeux.
- ✓ Dans tous les autres cas, le tarif est porté à 44 €

Le remboursement d'une semaine entière payée à l'avance ne se fera que sur présentation d'un certificat médical.

II- L'encadrement

L'accueil de loisirs sera encadré par 1 équipe de direction (1 directeur (trice) + 1 directeur (trice) adjoint(e)) et 1 équipe d'animation.

La rémunération du personnel d'encadrement et d'animation de l'accueil de loisirs sera calculée par référence à un indice de la fonction publique territoriale et payée sur une base forfaitaire journalière déterminée par le rapport suivant.

Indice brut mensuel + Indemnité de résidence mensuelle

30

L'indice brut de référence est défini en fonction des sujétions particulières de service, conformément à l'avis émis par la Commission intéressée, à savoir :

FONCTION	INDICE BRUT DE REFERENCE
Directeur (trice)	444
Directeur (trice) Adjoint(e)	378
Animateur diplômé	348
Aide animateur	340

Afin de tenir compte de la préparation et du rangement du matériel, le personnel d'encadrement et d'animation percevra en supplément des jours d'ouverture de l'Accueil

- Directeur (trice) : 2 jours 1/2 supplémentaires
- Directeur (trice) Adjoint(e) : 2 jours ½ supplémentaires
- Animateurs : 1 jour supplémentaire
- Aide-animateurs : 1 jour supplémentaire

Le Conseil Municipal,

Donne un avis favorable au fonctionnement de l'accueil de loisirs dans les conditions indiquées ci-dessus,

Autorise Monsieur le Maire à signer les pièces du dossier nécessaires au bon fonctionnement de l'opération.

Sollicite l'octroi des subventions afférentes à cette réalisation.

Délibération
n° 60/2017

Pour les vacances scolaires d'été 2018 :

D'ouvrir à la Cense aux Mômes un accueil de loisirs sans hébergement avec repas. Celui-ci sera ouvert du lundi 30 juillet au vendredi 24 août 2018 inclus, du lundi au vendredi de chaque semaine de 9h à 17h.

Les enfants de 3 à 14 ans seront accueillis du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00.

I- Les droits d'inscriptions

Les droits d'inscriptions sont déterminés en fonction des revenus et du nombre d'enfants :

1°) Plafonds annuels des ressources :

Les revenus pris en considération sont ceux de l'année 2016, ligne « revenu imposable ».

L'avis d'imposition ou de non-imposition sur les revenus 2016 est à produire obligatoirement, à défaut, le tarif C sera appliqué.

Nombre d'enfants du même foyer	Revenus ouvrant droit au tarif du barème A	Revenus ouvrant droit au tarif du barème B	Revenus imposant le barème C
1	8 723 €	11 776 €	Revenus supérieurs à ceux du barème B
2 et plus	13 085 €	17 664 €	

2°) Tarifs différenciés des droits d'inscription

a) Tarifs par enfant et par semaine pour l'accueil de loisirs :

	A	B	C
1 enfant	28 €	30 €	32 €
2 enfants et plus	23 €	25 €	27 €

- ✓ 28 € supplémentaires par enfant et par semaine pour les enfants en camping.
- ✓ 6 € supplémentaires par enfant et par nuitée pour les enfants participant à l'initiation camping.

b°) Les trois tarifs sont applicables aux enfants :

- ✓ Scolarisés à Roeux et/ou domiciliés dans cette même commune
- ✓ Extérieurs à la commune de Roeux, mais dont les parents qui en ont la garde légale pendant les vacances scolaires considérées sont domiciliés à Roeux.
- ✓ Dans tous les autres cas, le tarif est porté à 55 €

Le remboursement d'une semaine entière payée à l'avance ne se fera que sur présentation d'un certificat médical.

II- L'encadrement

L'accueil de loisirs sera dirigé par un(e) directeur(trice) assisté(e) par deux directeurs(trices)-adjoints(es) et une équipe d'animation.

La rémunération du personnel d'encadrement et d'animation de l'accueil de loisirs sera calculée par référence à un indice de la fonction publique territoriale et payée sur une base forfaitaire journalière déterminée par le rapport suivant :

$$\frac{\text{Indice brut mensuel} + \text{Indemnité de résidence mensuelle}}{30}$$

L'indice brut de référence est défini en fonction des sujétions particulières de service, conformément à l'avis émis par la Commission intéressée, à savoir :

FONCTION	INDICE BRUT DE REFERENCE
Directeur(trice)	444
Directeur(trice)-Adjoint(e)	378
Animateur diplômé	348
Aide animateur	340

Afin de tenir compte de la préparation et du rangement du matériel, le personnel d'encadrement percevra en supplément des jours d'ouverture du Centre :

- Directeur(trice) : cinq jours supplémentaires
- Directeur(trice) Adjoint(e) : cinq jours supplémentaires
- Animateurs : deux jours supplémentaires
- Aide-animateur : un jour supplémentaire

Vu la surcharge de travail occasionnée par l'accompagnement des enfants en camping, le personnel d'encadrement percevra une indemnité de 2 jours supplémentaires par semaine de camping.

Le personnel d'encadrement qui assurera la surveillance du matériel de camping percevra en supplément 2 jours par week-end de garde.

Des nuitées d'initiation camping vont être organisées à la Cense aux Mômes.

Vu la surcharge de travail occasionnée, le personnel d'encadrement des nuitées d'initiation camping percevra une indemnité supplémentaire d'une demi-journée par nuitée d'initiation.

Le Conseil Municipal

Donne un avis favorable au fonctionnement de l'accueil de loisirs dans les conditions indiquées ci-dessus,

Autorise Monsieur le Maire à signer les pièces du dossier nécessaires au bon fonctionnement de l'opération.

Sollicite l'octroi des subventions afférentes à cette réalisation.

4) Vote de subventions exceptionnelles.

Délibération

n° 61/2017

Précisant que chaque élu membre d'un bureau de l'une des associations concernées n'a pas pris part au vote de la subvention de ladite association,

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide d'octroyer les subventions exceptionnelles suivantes :

- 1.500 € à la Batterie Fanfare de Roelux « La FanfaRoelux'Nade ».
- 150 € à l'Amicale des Anciens Elèves de Roelux
- 30,00 € au Club Atelier Créatif de Roelux.

5) **Mise en place du R.I.F.S.E.E.P.: Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (I.F.S.E et C.I.A.) – Application aux cadres d'emplois des Agents de Maitrise Territoriaux et des Adjoints Techniques Territoriaux.**

Délibération
n° 62/2017

Vu sa délibération n°29/2016 du 2 septembre 2016 instituant la mise en place du R.I.F.S.E.E.P.
Considérant que le R.I.F.S.E.E.P. est désormais applicable aux cadres d'emplois des Agents de Maitrise et des Adjoints Techniques Territoriaux,
Sur rapport de Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outremer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu la circulaire NOR : RDFS1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 5 octobre 2017 relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du R.I.F.S.E.E.P. aux agents de la collectivité de la Commune de ROEULX

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel est composé de deux parties :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle,

- Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Mise en place de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.)

1/ Le principe :

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

2/ Les bénéficiaires :

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité, d'instituer selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) aux :

- agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel

3/ La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants.

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Encadrement de fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des agents de la filière technique, qualifications, ...	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	10 800 €	6 750 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Egoutier, éboueur, fossoyeur, agent de désinfection, conduite de véhicules, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	10 800 €	6 750 €

4/ Le réexamen du montant de l'I.F.S.E. :

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

1. en cas de changement de fonctions,
2. au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...),
3. en cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

5/ Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E. :

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés :

- En cas de congé de maladie ordinaire (y compris accident de service) : l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement.
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement.
- En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de l'I.F.S.E. est suspendu.

6/ Périodicité de versement de l'I.F.S.E. :

Elle sera versée mensuellement.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

7/ Clause de revalorisation :

Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

8/ La date d'effet :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} janvier 2018.

Mise en place du complément indemnitaire annuel(C.I.A.)

1/ Le principe

Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

2/ Les bénéficiaires

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'instituer selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) aux :

- agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel

3/ La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima

Chaque part du C.I.A. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants.

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	
Groupe 1	Encadrement de fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des agents de la filière technique, qualifications, ...	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	1 200 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)	
Groupe 1	Egoutier, éboueur, fossoyeur, agent de désinfection, conduite de véhicules, encadrement de proximité et d'usagers,	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	1 200 €

4/ Les modalités de maintien ou de suppression du complément indemnitaire annuel (C.I.A.)

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés :

- En cas de congé de maladie ordinaire (y compris accident de service) : le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) suivra le sort du traitement.
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, ce complément sera maintenu intégralement.
- En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement du complément indemnitaire annuel est suspendu.

5/ Périodicité de versement du complément indemnitaire annuel (C.I.A.)

Le complément indemnitaire annuel fera l'objet d'un versement mensuel et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

6/- Clause de revalorisation :

Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

7/ La date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} janvier 2018.

➤ LES REGLES DE CUMUL DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (R.I.F.S.E.E.P.)

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) et le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) sont exclusifs, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra se cumuler avec

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- L'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- L'indemnité d'exercice de missions des préfetures (I.E.M.P.),
- La prime de service et de rendement (P.S.R.),
- L'indemnité spécifique de service (I.S.S.),

L'I.F.S.E. est en revanche cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- Les dispositifs d'intéressement collectif,
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, ...),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),

L'arrêté en date du 27/08/2015 précise par ailleurs que le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) est cumulable avec les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret n° 2000-815 du 25/08/2000.

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. et du C.I.A. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

6) Marché de prestations liées à l'exploitation des installations de chauffage, de ventilation, de production d'eau chaude sanitaire et de traitement d'eau des bâtiments communaux de la ville de Roeux – Attribution.

Délibération
n° 63/2017

Monsieur le Maire rappelle que le contrat d'exploitation des installations de chauffage des bâtiments communaux expire le 31 décembre 2017.

La consultation pour le nouveau marché, d'une durée de 8 ans fermes et non renouvelable, a été passée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, et est soumise aux dispositions des articles 66 et 67 et 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.

L'envoi de l'avis de consultation à la publication chargée de l'insertion a été fait conformément au Code des Marchés Publics au B.O.A.M.P. le 6 octobre 2017.

6 sociétés ont remis une offre dans les délais impartis, et compte tenu des documents fournis, les six candidatures ont été jugées recevables.

Après étude et examen des six offres par le bureau d'études HEXA INGENIERIE, la Commission d'Appel d'Offres, réunie les jeudi 16 et lundi 27 novembre 2017, a retenu celle de la Société DALKIA, présentant le meilleur résultat, pour un montant annuel de 64.960,96 Euros H.T.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu les pièces annexes composant le marché à conclure avec la Société DALKIA, dont le siège social se situe 37 avenue du Maréchal Delattre de Tassigny à 59350 Saint André

Décide, à l'unanimité, de donner son approbation quant à la proposition qui lui a été soumise.

Autorise Monsieur le Maire à signer le Marché de prestations liées à l'exploitation des installations de chauffage, de ventilation, de production d'eau chaude sanitaire et de traitement d'eau des bâtiments communaux de la ville de Roeux avec la Société DALKIA à Saint André pour un montant de 64.960,96 Euros. H.T, ainsi que les éventuels avenants à venir.

7) Extension et réhabilitation de l'école Condorcet – Information du conseil municipal sur l'attribution du marché pour le lot n°5.

Monsieur le Maire rappelle la réunion du 30 juin 2017 au cours de laquelle les membres du conseil municipal ont été informés que le lot n°5 serrurerie avait été déclaré infructueux en raison d'une remise de prix unique et nettement supérieure à l'estimation.

Ce lot a été relancé en juillet 2017 et conformément à la délégation qui lui a été octroyée par le conseil municipal, Monsieur le Maire a signé le marché suivant pour la réalisation des travaux :

➤ Lot n°5 - Serrurerie : Entreprise attributaire : SOTRAC, rue du Sergent Degallaix à Abscon, pour un montant HT de 87.273,20 €.

8) Extension et réhabilitation de l'école Condorcet – Information du Conseil Municipal sur l'avenant n°1 au lot n°4 passé avec la SARL Société Nouvelle Hainaut Menuiserie.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le Lot n°4 « Menuiseries extérieures » a été notifié le 1^{er} juin 2017 à « Hainaut Menuiserie » pour un montant HT de 160.965,00 €.

Par jugement en date du 18 septembre 2017 le Tribunal de Commerce de Valenciennes a arrêté le plan de cession des actifs de de la S.A.S. Hainaut Menuiserie à la S.A.S Groupe Saniez, avec faculté de substitution au profit d'une société à constituer.

La Société Nouvelle Hainaut Menuiserie, immatriculée à l'INSEE en date du 29/09/2017, a été créée aux fins de reprise des actifs de la S.A.S. Hainaut Menuiserie ;

Vu la volonté exprimée du Repreneur de poursuivre les prestations incombant au titulaire dans le cadre au marché ci-avant ;

Vu les références en capacités professionnelles et financières de la S.A.S. groupe Saniez, actionnaire du repreneur et désigné garant des engagements pris dans son offre de reprise ;

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il a, conformément à la délégation qui lui a été octroyée, signé l'avenant n°1 au lot n°4 du marché passé pour l'extension et la réhabilitation de l'école Condorcet, avenant ayant pour objet de transférer les engagements de la S.A.S. Hainaut Menuiserie vers la S.A.R.L. Société Nouvelle Hainaut Menuiserie

9) Cession de la parcelle B 2786 – Avis du conseil municipal.

Délibération
n° 64/2017

Monsieur le Maire expose que la parcelle nouvellement cadastrée B 2786 d'une contenance de 60 m², auparavant partie de la parcelle B 2750 jouxtant le parking de l'école Joliot Curie, représente une enclave qui procure des nuisances aux riverains. Mr et Mme DELANNAY se proposent de l'acquérir afin de la clôturer et l'englober dans leur propriété.

Les services du Domaine, consultés sur le projet de cession, ont estimé la valeur vénale du bien « libre d'occupation » à 480 €.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Emet un avis favorable à la cession de la parcelle B 2786 au profit de Mr et Mme DELANNAY-BONVARLET Maurice pour un montant de 480,00 € (quatre cent quatre-vingt euros).

Autorise Monsieur le Maire à signer tous documents utiles à la mise en œuvre de la présente décision

10) Organisation des rythmes scolaires – retour à la semaine de quatre jours à la rentrée de septembre 2018.

Délibération
n° 65/2017

Vu le décret 2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire des écoles maternelles et élémentaires publiques

Considérant que ce même décret permet au directeur académique des services de l'éducation nationale, sur proposition conjointe d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale et d'un ou plusieurs conseils d'école, d'autoriser des adaptations à l'organisation de la semaine scolaire ayant pour effet de répartir les heures d'enseignement hebdomadaires sur huit demi-journées réparties sur quatre jours,

Considérant que le questionnaire transmis aux parents d'élèves des écoles publiques de Roeux conclut, à 77 % des avis exprimés, pour un retour à la semaine de 4 jours,

Considérant les avis émis par les conseils d'écoles sur le retour de la semaine à 4 jours :

- Ecole Pasteur : 50 % d'avis favorable
- Ecole Curie : 100 % d'avis favorable
- Ecole Langevin : 100 % d'avis favorable
- Ecole Condorcet : 80 % d'avis favorable

Considérant que pour l'intérêt des enfants, des fratries, et pour une meilleure organisation des parents, il convient d'harmoniser l'organisation du temps scolaire des quatre écoles publiques de la commune et revenir à la semaine de 4 jours d'enseignement à la rentrée de septembre 2018.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Après en avoir délibéré,

Décide que le retour à la semaine d'enseignement de 24 heures sur 4 jours sera remis en place à la rentrée de septembre 2018.

Propose à Monsieur le Directeur Académique de l'Education Nationale une nouvelle organisation du temps scolaire, comme suit :

		CURIE		PASTEUR		LANGEVIN et CONDORCET		
LUNDI	Matin	8 H 30	11 H 30	8 H 40	11 H 40	8 H 45	11 H 45	6 H
	Après-midi	13 H 30	16 H 30	13 H 40	16 H 40	13 H 45	16 H 45	
MARDI	Matin	8 H 30	11 H 30	8 H 40	11 H 40	8 H 45	11 H 45	6 H
	Après-midi	13 H 30	16 H 30	13 H 40	16 H 40	13 H 45	16 H 45	
JEUDI	Matin	8 H 30	11 H 30	8 H 40	11 H 40	8 H 45	11 H 45	6 H
	Après-midi	13 H 30	16 H 30	13 H 40	16 H 40	13 H 45	16 H 45	
VENDREDI	Matin	8 H 30	11 H 30	8 H 40	11 H 40	8 H 45	11 H 45	6 H
	Après-midi	13 H 30	16 H 30	13 H 40	16 H 40	13 H 45	16 H 45	
								24 H

11) Convention de servitudes à passer avec ENEDIS.

Délibération
n° 66/2017

Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'ENEDIS, dans le cadre d'une extension de réseau électrique Basse Tension nécessaire à l'alimentation d'une antenne Bouygues qui sera installée à « Les Prés du Marais » à Bouchain, est amenée à implanter une canalisation souterraine au droit du

Chemin des Rosières.

Le tracé du câble à poser en souterrain empruntant la parcelle B 1741, propriété communale, sur une longueur de 87m, il est proposé à l'assemblée une convention de servitudes à passer avec ENEDIS, fixant les droits et obligations des parties.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

A l'unanimité,

Accepte la convention de servitudes à passer avec ENEDIS

Autorise Monsieur le Maire à la signer.

12) Espace Numérique de Proximité – Modalités de sortie du dispositif.

Délibération
n° 67/2017

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Budget Primitif pour 2017,

Vu la délibération n° 234/16 du Conseil Communautaire de la CAPH en date du 07 novembre 2016 relative aux modalités de sortie du dispositif relatif aux espaces numériques de proximité,

Vu la délibération n° 77/17 du Conseil Communautaire de La CAPH en date du 3 avril 2017 portant approbation de la stratégie numérique de La Porte du Hainaut,

Vu la convention de mandat n° CO.07.39.03.TN et son avenant n°1 signés entre la CAPH et la Commune pour l'animation et la gestion de l'espace numérique de proximité installé,

Considérant que l'évaluation du dispositif des espaces numériques de proximité a conclu à une nécessaire refonte de cette politique publique territoriale, axée désormais sur les usages et services,

Considérant l'investissement de La Porte du Hainaut dans une nouvelle stratégie numérique, associant les communes du territoire,

Considérant l'intérêt de la commune de conserver le matériel (mobilier, équipement informatique, câblage) de l'espace numérique de proximité,

Le Conseil Municipal décide, à l'unanimité :

- **De mettre** en œuvre les modalités de résiliation de la convention susvisée, et ce, telles que définies dans la délibération n° 234/16 du Conseil Communautaire de la CAPH,
- **D'accepter** la cession à l'euro symbolique par la CAPH de l'ensemble des matériels, mobiliers et installations générales liés à cet espace numérique,
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à prendre tous les engagements juridiques et comptables correspondants.

(M. SIMON quitte la séance et donne procuration à M. ANTIDORMI.)

13) Sollicitation de la CAPH pour l'attribution de fonds de concours dans le cadre du pacte territorial et de la rénovation énergétique performante des bâtiments publics.

Délibération
n° 68/2017

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la Loi n° 2004-809 en date du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu le Budget Primitif pour 2017,

Vu la délibération n° 59/17 du Conseil Communautaire de la CAPH en date du 03 avril 2017 relative au pacte territorial et à la rénovation énergétique performante des bâtiments publics,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Sollicite de la CAPH l'attribution d'un fonds de concours pour l'opération d'investissement suivante : Extension et réhabilitation de l'école Condorcet.

Les fonds de concours sollicités sont plafonnés à la stricte différence entre les dépenses HT du volet énergétique et le montant de la subvention du FEDER ou du FRATRI, et dans la limite légale disposant que l'ensemble des fonds de concours apportés par la CAPH ne peut dépasser 50 % de l'autofinancement communal sur la globalité de l'opération correspondante.

Autorise Monsieur le Maire à prendre tous les engagements juridiques et comptables correspondants.

14) Virement de crédits.

Délibération
n° 69/2017

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

Décide, à l'unanimité, d'effectuer les virements de crédits suivants :

Section de fonctionnement :

- **5.000,00 €** (cinq mille euros)
de l'article 60628/020 (chapitre 011)
à l'article 739223/020 (chapitre 014)
- **1.000,00 €** (mille euros)
de l'article 64131/33 (chapitre 64)
à l'article 6688/020 (chapitre 66)
- **8.000,00 €** (huit mille euros)
de l'article 615221/020 (chapitre 11)
à l'article 65548/020 (chapitre 65)
- **2.000,00 €** (deux mille euros)
de l'article 615221/411 (chapitre 11)
à l'article 65548/020 (chapitre 65)

Section d'investissement :

- **200.000,00 €** (deux cent mille euros)
de l'article 1348/907/020 (chapitre 13)
à l'article 775/OPNI/01 (chapitre 024)

15) Rapport annuel de l'exercice 2016 sur le prix et la qualité du service public de distribution d'eau potable.

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de distribution de l'eau potable, exercice 2016, établi par Noréade.

Ce document est en mairie à la disposition de toute personne souhaitant le consulter.

16) Rapport annuel de l'exercice 2016 sur le service public de l'assainissement.

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal le rapport annuel sur le service public de l'assainissement, exercice 2016, établi par la Société Eau et Force, délégataire du Syndicat Mixte d'Assainissement.

Ce document est en mairie à la disposition de toute personne souhaitant le consulter.